

# Le spectre de la guerre culturelle

Hier la sexualité et la morale familiale ; aujourd'hui l'immigration et l'environnement. Après avoir déchiré les Etats-Unis pendant un quart de siècle, les questions de société dominent le débat public en Europe. La bataille entre « progressistes » et « populistes » va-t-elle monopoliser le champ politique ?

PAGES 2-3



# Cliver pour mieux régner

Les partis politiques, qui se différencient de moins en moins sur les questions économiques et sociales, ont fait le choix, ces dernières décennies, de mettre en avant les sujets de société. Un moyen efficace pour diviser et jouer sur des thèmes à la forte valeur symbolique, que les extrêmes de tous bords exploitent à l'envi



ANNE DUJIN

Le récit paraissait bien huilé. Dans un clip diffusé à l'automne 2018 par le gouvernement, voulant inciter les citoyens à voter aux élections européennes de mai, les images se succèdent : migrants se pressant aux frontières de l'Europe, morceaux de banquise s'effondrant dans l'océan. Avec ces mots à l'écran : « Immigration : maîtriser ou subir ? », « Climat : agir ou ignorer ? ». Le visage du ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, et celui du premier ministre hongrois, Viktor Orbán, haranguant les foules, apparaissent également. Et le film se clôt sur ce qui ressemble à un avertissement : « En 2019, l'Europe changera. En votant, vous décidez comment. » Immédiatement dénoncée par les oppositions de gauche

et de droite comme de la propagande gouvernementale, cette vidéo n'en met pas moins en scène l'histoire qui paraît structurer le prochain scrutin européen, opposant les « progressistes » aux « populistes ». Bien que la préoccupation pour l'emploi soit aussi évoquée, ce sont les questions de société – migration, environnement, identité – qui sont placées au cœur de ce clivage.

## IMPORTATION

Il suffit de jeter un œil sur la presse européenne des derniers mois pour constater que l'idée selon laquelle les oppositions politiques en Europe portent moins sur les sujets socio-économiques que sur les sujets de société s'est répandue. La « guerre culturelle » (*culture war*) n'est pourtant pas une idée européenne. Comme Halloween ou le Black Friday, elle fait partie de

ces nombreuses importations d'outre-Atlantique que l'on mobilise sans toujours en mesurer les arrière-plans. En Europe, et en France particulièrement, le terme de « culture » renvoie d'abord au domaine des arts. Aux États-Unis, le terme désigne, pour le sens commun, le système de valeurs et le mode de vie.

Son usage dans le lexique politique apparaît dans les années 1960, quand émerge une « contre-culture » contestant les valeurs et le mode de vie dominants. Mais, comme l'explique Michael Behrent, historien et spécialiste de l'histoire des idées en Europe, l'entrée de la notion dans le débat public américain remonte au début des années 1990 : « Il y eut d'abord la publication, par le sociologue James Davison Hunter, en 1991, d'un essai intitulé *Culture Wars – The Struggle to Define America*, insistant sur le fossé croissant entre une vision dite « ortho-

doxe » de l'identité américaine, d'inspiration chrétienne, sur les sujets tels que la famille, la sexualité ou le rapport à l'autorité, et une vision dite « libérale » ou « progressiste » sur ces mêmes sujets. » Un an après, en 1992, le journaliste et conseiller politique Patrick Buchanan tenait devant la convention républicaine un discours qui marqua un tournant dans l'évolution du Parti républicain. Buchanan y affirma notamment qu'une guerre religieuse était en cours : « Une guerre culturelle, aussi décisive pour définir le genre de nation dans laquelle nous allons vivre que le fut la guerre froide, car cette guerre a pour objet l'âme de l'Amérique. » Aux questions sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) ou les droits des minorités sexuelles se sont peu à peu adjoints d'autres sujets enrichissant la palette des « guerres culturelles », en particulier le multiculturalisme, l'immigration ou, plus récemment, le changement climatique. Depuis l'élection de Donald Trump, en 2016, deux Amérique irréconciliables semblent plus que jamais se faire face.

## « En Europe de l'Est, c'est bien plus qu'une vision de société »

**EN EUROPE DE L'EST**, la notion de guerre culturelle évoque quelque chose de très différent de ce qu'elle désigne aux États-Unis. Le *Kulturkampf* (« combat culturel ») désigne la lutte que livra le chancelier Bismarck contre l'influence culturelle et sociale de l'Église catholique dans le royaume de Prusse puis l'Empire allemand, au cours des années 1870 et 1880. Le *Kulturkampf* a profondément marqué l'histoire de nombreux pays de cette région. Aujourd'hui, l'expression trouve un nouvel usage politique et social, qui fait écho à cet héritage historique. Il désigne la reprise en main des institutions culturelles et l'usage de la culture institutionnelle (théâtres, musées, médias...) par des gouvernements nationalistes et populistes tels que ceux de Viktor Orbán, en Hongrie, et Jarosław Kaczyński, en Pologne. Ces dirigeants se posent explicitement en arbitres des questions culturelles – non pas au sens des sujets de société, mais vraiment sur les questions d'offre culturelle – à la fois sur le plan symbolique, et sur un plan très concret en soutenant certaines institutions et en fermant d'autres. De nombreux artistes et intellectuels se retrouvent par là même en situation de représenter une « contre-culture », à leurs risques et périls. Entretien avec Réka Kinga Papp, journaliste hongroise, rédactrice en chef de la revue *Eurozine*.

**Est-ce une vision de la société qui est plus largement en question à travers ce « combat culturel » ?**

Oui, au sens où des sujets comme le refus de l'immigration ou celui d'accorder des droits aux minorités sont inclus dans cette offre politique conservatrice. Tout cela est vendu sous la bannière du combat culturel. Mais, fondamentalement, ce que ces régimes ont entrepris relève de la destruction pure et simple de l'État de droit et de ses garanties. C'est bien plus qu'une simple différence de vision de société.

**Le mouvement de protestation actuel en Hongrie, contre la réforme du code du travail, peut-il s'analyser comme un retour des questions économiques et sociales au cœur du débat politique ?**

Ce mouvement couve depuis des années en Hongrie. La loi dont il est question aujourd'hui, de laquelle on dit en Hongrie qu'elle institue un « droit à l'esclavage », fait déborder un vase déjà plein. Les gens manifestent en raison d'une énorme frustration accumulée. La Hongrie a été touchée de plein fouet par la crise de 2008, dont elle ne s'est pas encore remise en réalité. Bien sûr que le mouvement actuel a à voir avec la question des classes sociales et des inégalités. Mais une majorité de Hongrois, et notamment les classes moyennes inférieures, même quand ils protestent, ne s'engagent pas en

ces termes. Le contrôle croissant des médias nationaux par le gouvernement y est pour beaucoup. Ces strates de la population ont de plus en plus difficilement accès à une information fiable, tandis que la propagande et les mensonges inondent littéralement le service public de l'information et les grands médias. Les intellectuels progressistes, davantage engagés politiquement et mieux informés, ont parfois du mal à comprendre et à dépasser cette frontière qui les sépare du reste de la population.

**Comment, d'Europe de l'Est, voyez-vous les élections européennes à venir ?**

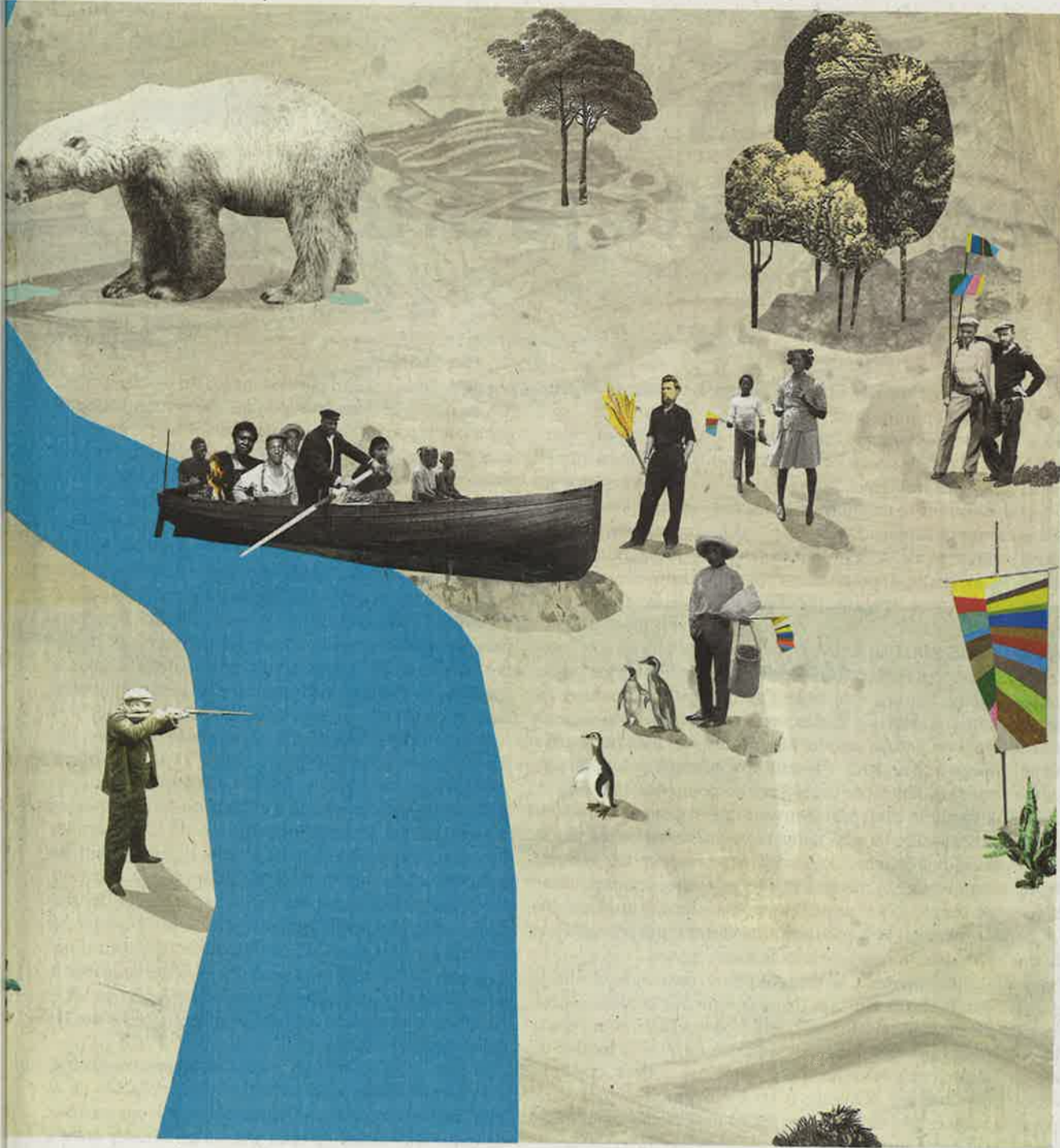
La désillusion à l'égard des institutions européennes est immense. Et elle est malheureusement fondée. L'Europe représentait une grande promesse, autant sur le plan économique que sur celui des droits sociaux et humains. Mais, pour finir, ces pays ont basculé très vite dans les politiques d'austérité. Les régimes dits « illibéraux » exploitent cette désillusion. Si bien qu'on voit se profiler le risque, à l'échelle des élections européennes, d'une convergence des chauvinismes nationaux. Il faut évidemment souhaiter que des forces politiques se saisissent de l'Europe pour en renouveler la promesse de protection socio-économique. Mais cela ne paraît pas mûr, à quelques mois des élections... ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR A. DN

## RÉVOLUTION SILENCIEUSE

Mais, avant leur arrivée au cœur du débat public, les clivages culturels étaient déjà devenus un objet central pour les sciences politiques. Dès la fin des années 1970, le politologue américain Ronald Inglehart postulait que les valeurs « matérialistes » qui fondaient jusqu'alors le clivage gauche-droite autour des questions de redistribution, de protection sociale et de rôle de l'État face au marché s'effaçaient devant les valeurs « postmatérialistes », telles que le rapport à l'autorité, la liberté sexuelle ou la diversité. Pour Inglehart, les systèmes politiques de l'ensemble des sociétés occidentales connaissent une révolution profonde et silencieuse : les clivages culturels devenaient les plus structurants.

C'est à la lumière de cette thèse que fut notamment interprété l'un des phénomènes politiques majeurs des dernières décennies : le détournement progressif des classes populaires des partis de gauche, au motif que ces derniers défendraient une vision de la société de moins en moins compatible avec la leur, plus conservatrice. En 2004, le journaliste et historien américain Thomas Frank publia *What's the Matter With Kansas? How Conservatives Won the Heart of America*, traduit en français sous le titre *Pourquoi les pauvres votent à droite* (Agone 2008), faisant le constat que des pans



## « Les partis politiques sont tentés de faire converger craintes économiques et craintes culturelles »

**VINCENT TIBERJ** est professeur des universités à Sciences Po Bordeaux. Il est spécialiste de sociologie électorale. Il a notamment publié *Les Citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France* (PUF, 2017).

**Les valeurs culturelles ou sociétales sont-elles devenues essentielles pour comprendre ce que veut dire être de gauche ou de droite aujourd'hui ?**

Oui, sans pour autant rendre obsolètes les variables économiques et sociales classiques portant sur la redistribution ou la place de l'Etat dans la régulation de l'économie. C'est ce que j'ai appelé la politique des deux axes : un axe socio-économique d'une part, et un axe de plus ou moins grande ouverture sur les questions de société, ou culturelles, d'autre part. Les deux sont nécessaires pour comprendre le positionnement politique des électeurs et des partis aujourd'hui. Mais ce phénomène relève d'abord d'un changement dans l'offre des partis politiques : ne croyons pas que les électeurs se soient soudain mis à accorder une importance nouvelle aux questions culturelles pour se positionner politiquement.

Les clivages culturels existaient dans la population bien avant de devenir des objets de débat politique. Dans les années 1970, le conservatisme sur les questions d'autorité, de mœurs, de genre ou les préjugés xénophobes par exemple, étaient très communs et bien plus forts qu'aujourd'hui. Mais ils n'étaient pas connectés aux choix politiques. Les électeurs n'avaient pas été socialisés politiquement à travers eux. On votait en fonction de ses valeurs socio-économiques avant tout.

**De quand date ce phénomène ?**

En France, les valeurs culturelles se sont politisées entre 1988 et 1995. La gauche a alors ajouté l'ouverture culturelle à son offre politique, aux côtés des sujets socio-économiques. Pour la droite, c'est dans les années 2002-2007, avec Sarkozy, que les deux axes deviennent structurants. L'effet le plus visible est celui de la progression du vote ouvrier vers la droite, à la faveur de l'affirmation de valeurs culturelles conservatrices. L'élection de 2017 a vu la confirmation de cette polarisation

selon deux axes. On a ainsi assisté à une quadripartition de l'espace politique : les « socio-libertaires », représentés par le PS, Ecologie-Les Verts et La France insoumise ; les « libéraux-autoritaires », représentés par Les Républicains ; les « socio-autoritaires », représentés par le Front national ; les « libéro-libertaires », représentés par La République en marche.

**Quelles sont, selon vous, les raisons du tournant de l'offre politique vers les questions culturelles ?**

Les années 1980-1990 ont vu progressivement émerger, dans l'ensemble des démocraties occidentales, un consensus politique autour de l'économie de marché qui a affaibli la possibilité pour les partis politiques de se différencier sur les questions sociales et économiques. En Europe, les politiques menées par Tony Blair ou Gerhard Schröder ont été emblématiques de ce tournant. Parallèlement, la plupart des partis de droite n'ont plus remis en cause les acquis fondamentaux de l'Etat-providence. Que restait-il dès lors pour se différencier sur le marché politique ? Les questions culturelles. Le problème est qu'une fois que ces valeurs sont activées elles fonctionnent comme une prophétie autoréalisatrice. Elles ont des effets politiques bien réels.

**Les sujets socio-économiques, fondés sur les inégalités sociales, sont-ils voués à s'effacer dans le débat politique ?**

Pas du tout ! Et le mouvement des « gilets jaunes » en est une démonstration. Les catégories modestes de la population sont toujours en demande de redistribution et d'un Etat qui protège. Et les variables sociologiques classiques telles que le niveau de revenu ou la position sociale sont encore largement prédictives des valeurs. En revanche, on a assisté dernièrement à un désalignement entre cette demande de justice sociale et le fait de voter à gauche. Ce phénomène est particulièrement net chez les « gilets jaunes », dont beaucoup semblent se dire « non alignés », ni de gauche ni de droite. Face à cela, les partis politiques sont malheureusement tentés de faire converger les craintes économiques avec les craintes culturelles, sur lesquelles il est plus facile de proposer des semblants de solution. ♦

PROPOS RECUEILLIS PAR A. DN

entiers des classes laborieuses américaines, en se tournant vers les conservateurs pour des raisons culturelles, savaient eux-mêmes les fondements de la protection sociale et économique qu'ils auraient eu intérêt à défendre.

En Europe aussi, certains intellectuels ont joué cette carte. C'est le cas du politologue Laurent Bouvet, qui utilisa, en 2015, la notion d'« insécurité culturelle » pour expliquer (et déplorer) le basculement à droite d'une partie de l'électorat populaire français. La mobilisation du prisme culturel fut parfois moins explicite, mais néanmoins réelle. Pour Michael Behrent, le débat public européen et français porte de manière évidente la trace de la notion de « guerre culturelle » : « C'est manifeste dans les travaux du géographe Christophe Guilluy, par exemple, lorsqu'il théorise une opposition croissante entre des métropoles dont les habitants sont insérés dans la mondialisation dynamique, tandis que les périphéries décrochant et se replient sur des visions culturelles plus conservatrices, se sentant abandonnées. »

Grille de lecture importée, la guerre culturelle a ainsi connu un succès certain en Europe. Mais si ce récit est efficace pour rendre compte de tensions politiques et sociales dont chacun peut constater la prégnance, quelles réalités sociologiques recouvre-t-il vraiment dans les sociétés occidentales ? Ces dernières sont-elles à ce point polarisées ? Dans son ouvrage *Culture Wars and Enduring American Dilemmas* (University of Michigan Press, 2010), la sociologue américaine Irene Taviss Thomson affirmait déjà que les guerres culturelles constituaient davantage une manière de formuler les termes du débat public contemporain qu'une réalité sociologique établie. Les données statistiques sur une longue période montrent en effet que le positionnement des individus est souvent beaucoup plus subtil que ne le laisse penser l'opposition binaire entre les progressistes et les conservateurs.

Par ailleurs, les thèses d'Inglehart sur la victoire du postmatérialisme ont été contestées. Les politologues européens Jeroen van der Waal, Peter Achterberg et Dick Houtman ont ainsi publié, en 2007, dans la revue *Politics & Society*, un article au titre évocateur : « Le vote de classe n'est pas mort, il a été enterré vivant ». Revenant sur la définition traditionnelle de la classe sociale par le revenu d'une part et le diplôme d'autre part, ils montrent comment ces variables, bien que complé-

mentaires, ne sont pas équivalentes. Et que, sur les questions culturelles, elles fonctionnent même à fronts renversés. Si un faible revenu dispose toujours à voter pour des partis qui offrent une protection socio-économique, un faible niveau de diplôme dispose davantage au conservatisme culturel. Or, analysant les données d'enquête de quinze pays depuis les

### La mobilisation sur les questions de justice sociale, de redistribution ou de pouvoir d'achat n'a pas disparu, ni aux Etats-Unis ni en Europe

années 1950, ils constatent que le niveau de revenu a plutôt gagné en pouvoir explicatif du positionnement politique. Le vote de classe n'a donc pas disparu. Mais il est comme recouvert par le positionnement sur les sujets culturels, qui sont souvent passés sur le devant de la scène dans le débat public.

#### CONSENSUS

Car la montée en puissance des questions culturelles est avant tout liée à un changement dans l'offre des partis politiques, plus qu'à une polarisation spontanée des électeurs. Le consensus autour de l'économie de marché allant croissant dans les années 1980 et 1990, les partis se différencient de moins en moins sur les questions économiques et sociales. En revanche, les sujets de société sont un moyen efficace de cliver. Et cette tendance n'a cessé de s'approfondir. Comme le rappelle le politologue bulgare Ivan Krastev : « Les questions culturelles offrent la possibilité de faire à nouveau de la politique à fort enjeu symbolique. Il est beaucoup plus facile et plus efficace politiquement d'arrêter un bateau rempli de migrants que de protéger l'emploi. Matteo Salvini l'a bien compris. »

Parallèlement, en Europe de l'Est, le projet politique issu de la chute du mur de Berlin, fondé sur le triptyque démocratie libérale, économie de marché et intégration européenne, s'est épuisé et a créé un appel d'air que les partis nationaux conservateurs ont exploité.

« C'est la rhétorique de l'« impossibilisme », explique Ivan Krastev, utilisée en particulier par les dirigeants polonais, qui expliquent qu'il est devenu impossible de gouverner en raison des contraintes imposées par l'Etat de droit. Eux affirment au contraire qu'il est possible de refaire de la politique, mais en concentrant le pouvoir. » Or les sujets relatifs à la défense d'une identité menacée sont un terrain favorable pour faire la démonstration que le politique peut encore changer les choses. Ainsi, avant les citoyens, ce sont les partis qui ont placé les questions culturelles au cœur du débat public.

Pourtant, la mobilisation sur les questions de justice sociale, de redistribution ou de pouvoir d'achat n'a pas disparu, ni aux Etats-Unis ni en Europe. C'est, entre autres, ce qu'est venu rappeler le mouvement des « gilets jaunes ». D'abord qualifié de révolte des périphéries – une analyse qui activait volontiers le prisme culturel –, le mouvement a ensuite affirmé des revendications socio-économiques, suscitant

une lecture en termes de conflit de classes. Selon Ivan Krastev, les « gilets jaunes » ont en tout cas « ruiné, à l'échelle des élections européennes, la possibilité d'opposer simplement le camp des illibéraux à celui des progressistes, comme souhaitait le faire Emmanuel Macron ». Comme si la complexité des rapports sociaux, non réductibles à des identités binaires, se rappelait soudain à nous.

Mais on peut faire à la notion de guerre culturelle un autre reproche que celui du manque de nuance : celui de ses effets délétères sur le débat public. Car parler de « guerre » culturelle, c'est dire en creux que la paix civile n'est plus possible, sur des sujets potentiellement de plus en plus nombreux : hier la sexualité et la morale familiale ; aujourd'hui l'immigration et l'environnement ; et demain ? Comment faire de la politique dans des sociétés qui se regardent comme fracturées ? Pour l'Europe, qui a tant besoin de politique, précisément, souhaitons que le spectre de la guerre culturelle s'éloigne. ♦